

Colombie : la France doit promouvoir des actions  
bénéfiques pour la paix

### **Le Premier ministre Manuel Valls sera en déplacement en Colombie du 24 au 26 juin 2015**

Paris, le 23 juin 2015 – Diffusion immédiate

*Alors que les négociations de paix initiées en 2012 entre les FARC et le gouvernement se poursuivent à La Havane, le conflit perdure sur le terrain. Si ce conflit a des racines internes, sa persistance s'explique aussi par des facteurs externes, liés au commerce international notamment. La France doit promouvoir un partenariat qui renforce les conditions d'une paix juste et durable en Colombie.*

Le Réseau France Colombie Solidarités, plateforme de 11 ONG et associations françaises\*, rappelle que la Colombie est toujours un pays en guerre. Le conflit a fait plus de 220.000 morts, dont 80% de civils. Si les négociations de paix pourraient déboucher sur un accord prochain, ce dernier ne résoudrait pas pour autant à lui seul les causes structurelles de la violence.

La France peut et doit développer une relation responsable avec la Colombie. Lors de la visite présidentielle de Juan Manuel Santos à Paris en janvier dernier, la coopération en matière agricole a été particulièrement discutée. Manuel Valls signera d'ailleurs sur place un accord de prêt de 275 millions d'euros pour le développement rural dans les zones affectées par le conflit armé. La question des terres est centrale en Colombie. C'est précisément sur ces territoires ruraux, riches en ressources naturelles, que de nouveaux conflits apparaissent, l'Etat favorisant l'implantation de groupes transnationaux au mépris des communautés locales, déjà prises en étau par les différents groupes armés à la solde du narcotrafic ou des intérêts économiques.

Depuis la Loi 1448 relative aux victimes et à la restitution des terres, adoptée en 2011, seul 1% des 8 millions d'hectares spoliés ont été rendus aux paysans. Les défenseurs des droits humains qui réclament le droit à la terre sont la cible des groupes armés. 25 d'entre eux ont été assassinés en 2014. De plus, depuis la mise en avant par le président Santos, en 2010, d'une politique économique extractiviste et exportatrice, les conflits dans les campagnes se sont multipliés.

Le RFCS s'étonne ainsi que l'Union Européenne ait ratifié, malgré la persistance du conflit en Colombie, l'entrée en vigueur provisoire d'un Accord de Libre Echange entre les deux régions, depuis le 01 août 2013 et que cet accord soit à peine entré dans sa phase de ratification au Parlement français.

La France est pourtant très présente. 1<sup>er</sup> employeur étranger en Colombie (83 000 emplois directs), environ 140 entreprises françaises y sont implantées. La France est l'un des 5 principaux investisseurs étrangers dans ce pays. Les échanges commerciaux ont triplé entre 2004 (490 M€) et 2013 (1,2 Mds€).

Manuel Valls s'entretiendra avec le Président Juan Manuel Santos le 25 juin, notamment pour apporter le soutien de la France aux négociations de paix de La Havane. Etant donnés les enjeux liés à la question rurale et aux investissements étrangers en Colombie, les entreprises et l'Etat français doivent faire preuve de responsabilité concernant leurs investissements et pousser les autorités colombiennes à respecter et à promouvoir la protection des droits humains.

Le RFCS affirme aussi son soutien aux initiatives de paix en Colombie et salue en ce sens la position française ainsi que l'implication de notre pays sur le renforcement des actions mises en œuvre pour promouvoir la mémoire, la justice et la vérité sur ce conflit. Nous appelons aussi la France à promouvoir auprès des parties un cessez le feu bilatéral qui évite de nouvelles victimes.

Nous espérons ainsi que le déplacement du Premier ministre soit l'occasion d'encourager des initiatives de coopération responsables, bénéfiques à la paix et à la protection des droits humains en Colombie.

\*Organisations membres du RFCS : ACAT, AEDH, Amnesty International France, CCFD-Terre Solidaire, Ecole de la Paix, Entre Todos France, Mâcon Solidarité Colombie, PBI France, Secours Catholique Caritas France, TEJE, Terre des Hommes France.

Le RFCS est membre de la plateforme européenne Oidhaco : [www.oidhaco.org](http://www.oidhaco.org)

Contact : Olivier Lagarde, Coordinateur du RFCS / (+33).06.58.17.58.82 / [reseaucolombie@gmail.com](mailto:reseaucolombie@gmail.com) / [www.reseaucolombie.wordpress.com](http://www.reseaucolombie.wordpress.com)